

EXTRAIT

N° 2022 - 161

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de
Conseillers :

En
exercice 67

Présents 57

Votants 63

Dont 6 procurations

L'an deux mille vingt deux le : Jeudi 3 Novembre à 18 H 30
le Conseil Communautaire dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire à la Salle Sydney Bechet à Saint
Honoré les Bains, sous la Présidence de M. Serge CAILLOT,
Président.

Date de convocation : 27 Octobre 2022

Etaient présents :

- **Achun** : Denis LARUE
- **Alluy** : Patrice BONNET
- **Aunay en Bazois** : Patrick CHAUSSAT
- **Avrée** : /
- **Biches** : Denise PERRET
- **Brinay** : Pierre TISSIER-MARLOT
- **Cercy-la-Tour** : Sébastien DESCREAUX,
Alain REININGER, Caroline MARCEAU,
Jean-Michel AGEZ, Monique BERNARD,
Marie-Laure PARMENTIER, Michel MULOT.
- **Charrin** : Serge CAILLOT
Hervé GARCON
- **Châtillon-en-Bazois** : Michel MARIE
Jean-Christophe SAVE
- **Chiddes** : Bernadette MADINSKI
- **Chouigny** : Thierry LAPORTE
- **Dun sur Grandry** : Christiane MAURY-JOSSERAND
- **Fléty** : Romain COUGNY
- **Fours** : David BONGARD
Frédéric LEMOINE
- **Isenay** : Pascal PETIT
- **La Nocle-Maulaix** : Pascal PERRIN
- **Lanty** : Annick BERTRAND
- **Larochemillay** : Nathalie MICHON
- **Limanton** : Marie-Agnès MICHOT
- **Luzy** : Jocelyne GUERIN, Gilles GONIN,
Olivier FAURE,
Thierry DESCOURS.

OBJET :

PERSONNEL :

FORFAIT MOBILITE

DURABLE



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture
ou en Sous-Préfecture
le : 24/11/2022

Publié ou notifié
le : 24/11/2022

Envoyé en préfecture le 24/11/2022

Reçu en préfecture le 24/11/2022

Publié le

ID : 058-200067882-20221103-2022_CC_161-DE

.../...

- **Maux** : Paul DUSSAULE
- **Millay** : Christian POUCHELET
- **Montambert** : Marie-Christine ROY
- **Montapas** : Jean-Pierre FREQUIN
- **Montaron** : Patrick BERTIN
- **Mont et Marré** : Sylvain BONNODOT
- **Montigny sur Canne** : Antoine-Audoine MAGGIAR

- **Moulins-Engilbert** : Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER,
Jean-Paul LAMBOURG, Elisabeth JOSSE

- **Ougny** : Michel DURAND
- **Poil** : /
- **Préporché** : René DUVERNOY
- **Rémilly** : Jean-Paul MARGERIN
- **Saint Gratien Savigny** : Philippe SAYET Supplée Jean-Paul REVERDIAU
- **Saint Hilaire Fontaine** : Claude ROYÉ

- **Saint Honoré les Bains** : Didier BOURLON, Jean-Jacques LAMALLE

- **Saint-Seine** : Serge SAUVAGET
- **Savigny Poil Fol** : /
- **Semelay** : /
- **Sermages** : Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois** : Christian SIMONET
- **Tazilly** : Pascal GUERIN
- **Ternant** : Olivier FOREST
- **Thaix** : David JOYEUX
- **Tintury** : Pascale CHAMARD
- **Vandenesse** : Yves PERRAUDIN
- **Villapourçon** : /

Procurations de :

- 1 – Mme Floor NUSINK à M. Gilles GONIN
- 2 – Mme Sophie CLERGEOT à M. Olivier FAURE
- 3 – Mme Florence CHANDIOUX à Mme Jocelyne GUERIN
- 4 - Mme Christine MASCARELLO à M. Jean-Christophe SAVE
- 5 - M. Georges CHATEAU à Mme Annick BERTRAND
- 6 - M. Bernard LEBLANC à M. Pascal PERRIN

PERSONNEL : FORFAIT MOBILITE DURABLE

Monsieur le Président explique qu'à l'instar des salariés du privé et des agents de l'Etat, les agents de la fonction publique territoriale peuvent désormais bénéficier d'un **forfait mobilités durables**, avec la parution au JO du décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du "forfait mobilités durables" dans la fonction publique territoriale.

En application de la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019, ces nouvelles dispositions visent à encourager les agents publics territoriaux, pour leurs déplacements domicile-travail, à pratiquer le vélo (mécanique ou à assistance électrique) ou le covoiturage.

Les agents peuvent ainsi se voir rembourser, sous la forme d'un forfait, tout ou partie des frais engagés au titre de leurs déplacements entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail, avec leur vélo (mécanique ou à assistance électrique) ou en tant que conducteur ou passager en covoiturage.

Les critères d'éligibilité au forfait mobilité :

- 1) Pour prétendre au versement du forfait, les déplacements à vélo ou en covoiturage doivent avoir été effectués pendant **un nombre minimal de 100 jours sur une année civile** (ce nombre étant modulé en fonction de la quotité de travail de l'agent).
- 2) En référence à l'arrêté précité applicable aux agents de l'Etat, le montant du forfait annuel est fixé à **200 euros**
- 3) Les modalités d'octroi du "forfait mobilités durables" doivent être définies **par délibération de l'organe délibérant** de la collectivité territoriale, de son groupement ou de son établissement public dans les conditions prévues par le décret.
- 4) Le bénéfice du « forfait mobilités durables » est subordonné **au dépôt d'une déclaration sur l'honneur établie par l'agent auprès de son employeur**, au plus tard le 31 décembre de l'année au titre duquel le forfait est versé. Cette déclaration certifie l'utilisation de l'un ou des moyens de transport susmentionnés.
- 5) L'utilisation effective **du covoiturage fait l'objet d'un contrôle de la part de l'employeur** qui peut demander à l'agent tout justificatif utile à cet effet.
- 6) **L'utilisation du cycle ou du cycle à pédalage assisté personnel** peut faire l'objet **d'un contrôle** de la part de l'employeur.

Le « forfait mobilités durables » est versé l'année qui suit celle du dépôt de la déclaration sur l'honneur transmise par l'agent à son employeur. Il est versé en une seule fraction.

Lorsqu'il a plusieurs employeurs publics, l'agent dépose auprès de chacun d'eux la déclaration prévue sur l'honneur susévoquée, plus tard le 31 décembre de l'année au titre de laquelle le forfait est versé.

Dans ce cas, le montant du forfait versé par chaque employeur est déterminé en prenant en compte le total cumulé des heures travaillées. La prise en charge du forfait par chacun des employeurs est calculée au prorata du temps travaillé auprès de chaque employeur.

Le montant du forfait et le nombre minimal de jours permettant de prétendre au versement du « forfait mobilités durables » peuvent être modulés à proportion de la durée de présence de l'agent dans l'année au titre de laquelle le forfait est versé dans les cas suivants :

- 1° L'agent a été recruté au cours de l'année ;
- 2° L'agent est radié des cadres au cours de l'année ;
- 3° L'agent a été placé dans une position autre que la position d'activité pendant une partie de l'année.

Le versement du « forfait mobilités durables » n'est pas cumulable avec le versement mensuel de remboursement des frais de transports publics ou d'abonnement à un service public de location de vélos prévus par le décret 2010-676 du 21 juin 2010.

Le comité technique du 8 septembre 2022 a émis un avis favorable à l'unanimité pour que la mise en place du forfait mobilité durable soit proposée au conseil communautaire du 03 novembre 2022.

A savoir qu'à la connaissance du pôle RH, à ce jour 2 agents seraient concernés soit un coût de 400€.

Il est précisé que ce dispositif n'est pas cumulable avec le ticket mobilité.

La commission RH du 7 octobre 2022 propose que la CCBLM délibère sur la mise en place du forfait mobilités durables.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité,

- **approuve la mise en place du forfait mobilité durable dans les conditions décrites ci-dessus,**
- **approuve le financement du forfait mobilité durable.**



**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 3 Novembre 2022**

**Le Président,
Serge CAILLOT.**

Envoyé en préfecture le 24/11/2022

Reçu en préfecture le 24/11/2022

Publié le

ID : 058-200067882-20221103-2022_CC_161-DE